



### Déclaration Intersyndicale DGFIP

Un comité technique de réseau (CTR) se tiendra le 25 septembre prochain. Il fait suite à la demande des organisations syndicales de la DGFIP de dresser un bilan contradictoire de la fusion, symbole de la révision générale des politiques publiques (RGPP). À l'occasion de l'audience du 30 juillet 2012, le Ministre du budget avait annoncé que ce CTR serait consacré à ce bilan, or son ordre du jour n'évoque qu'un simple état des services.

Ce CTR intervient après des années marquées par des suppressions d'emplois massives, une hausse de la charge de travail et, par voie de conséquence, une dégradation des conditions de travail et de la qualité du service rendu aux publics. Il intervient également alors que le nouveau Président de la République a promis le changement et annoncé la fin de la RGPP.

Pour les organisations syndicales de la DGFIP, le changement promis ne peut se traduire à la DGFIP que par un arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations, par des moyens supplémentaires humains, juridiques et matériels, par une reconnaissance des agents et par l'instauration d'un dialogue social de qualité. La fin de la RGPP doit se traduire aux Finances publiques par la fin pure et simple des suppressions d'emplois, par une augmentation de la rémunération et par une reconnaissance des qualifications.

Dans les faits, le changement ne semble cependant pas être d'actualité à la DGFIP. En effet, alors que le plan de qualification avait été annoncé comme reconduit pour 2012, les promotions au grade de contrôleur principal ont chuté par rapport au volume de promotions antérieures. Cette chute représente 200 agents non promus, elle augure mal des futurs volumes de promotions et des annonces en matière d'emplois qui devraient être connues le 28 septembre prochain lors de la présentation du budget 2013.

Dans le cadre du CTR du 25 septembre prochain, les organisations syndicales demandent au Directeur général des finances publiques qu'il annonce ses orientations pour la DG FIP et qu'il définisse sa méthode de dialogue social.

Les organisations syndicales de la DGFIP exigent que le plan de qualification ministériel tel qu'il avait été annoncé sur la période 2012/2014 soit minima respecté et donne lieu à de réelles négociations sur les besoins en terme de reconnaissance des qualifications. Plus que jamais, elles exigent l'arrêt des suppressions d'emplois.

Elles appellent les agents des finances publiques à participer aux initiatives et actions unitaires et à signer la pétition nationale unitaire demandant le respect des engagements en matière de plan de qualification.

Elles se reverront le 26 septembre prochain.

Paris, le 19 septembre 2012

